



Versement

1293 W 1-71

Identification :

Intitulé/ Analyse : Politique en faveur du développement économique : fonctionnement et missions du Comité d'Action Promotionnelle

Dates extrêmes : 1973 ~ 2002

Importance matérielle : 2 ml

Contexte :

Service producteur : Comité d'Action Promotionnelle puis Centre Aube Promotion

Service versant : Direction des Affaires Economiques et Européennes

N° d'entrée du versement : 54532

Date d'entrée du versement : 1993

Conditions d'accès aux documents :

Début communicabilité : Immédiate

Fin communicabilité : 2053

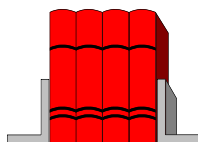
Contrôle de la description :

Auteurs : Danger Stéphanie, Gangarossa Marie-Thérèse

Date de rédaction de l'inventaire : 2004

N° d'entrée de l'inventaire : 54533

Cote de l'inventaire : 1AD10 1003



Présentation

Présentation du service producteur

Le Comité d'Action Promotionnelle (C.A.P.), association de type loi 1901, est créé en 1973 et financé par différentes structures publiques :

- ~ la ville de Troyes ;
- ~ le Conseil général de l'Aube ;
- ~ la Chambre d'Agriculture de l'Aube ;
- ~ la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aube (C.C.I.),
- ~ le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Troyenne (S.I.V.O.M.A.T.) ;
- ~ la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le député-maire de Troyes, Robert Galley est président du CAP; des représentants des structures fondatrices sont membres à part entière de l'association, ainsi que des délégués de la Chambre des Métiers de l'Aube, du Comité d'Expansion et d'Intérêt Public de l'Aube (C.E.I.P.A.) -présidents et vice-présidents-, et le préfet.

Concrètement, l'association a pour objet de favoriser l'expansion économique dans le département de l'Aube en y associant partenaires et compétences locales, ainsi que de conseiller les élus sur les actions économiques à conduire.

Elle s'est assignée plusieurs missions spécifiques :

- mener, avec l'aide éventuelle de consultants extérieurs, des études sur des points précis de l'économie locale ;
- aider les entreprises en difficulté ;
- favoriser l'implantation de nouvelles entreprises.

Dès 1973, et jusqu'en 1978, le C.A.P. s'associe à un cabinet-conseil (CO.GE.FI) qui mène principalement des études et des diagnostics sur les entreprises aubois en difficulté. Ce champ d'action est ressenti comme peu valorisant, aussi les membres du Comité d'Action Promotionnelle souhaitent-ils voir évoluer cette image.

A partir de 1985, les élus-membres engagent une réflexion économique et c'est ainsi que naît l'idée d'une charte économique de développement.

Restructurée en 1988, l'association souhaite conserver la maîtrise de l'avenir de la charte économique. Elle se veut le point de convergence des initiatives économiques prises au niveau départemental. On lui adjoint une tâche supplémentaire : la participation à la promotion générale du département. En effet, dorénavant le C.A.P. se charge de mener des actions publicitaires pour promouvoir l'Aube aux plans économique et touristique. A cette occasion, le Comité d'Action Promotionnelle devient le Centre Aube Promotion.

A partir de cette date, l'association et ses acteurs se fondent dans le paysage public : Le C.A.P. est un moyen pour la ville de Troyes et le Département de mener des études.

Ses membres n'agissent pas toujours comme membres de l'association, et se présentent d'abord comme des élus ayant des fonctions publiques.

Le C.A.P. perd alors sa raison d'être et, après une crise interne, en 1991, il doit justifier de son existence et de l'utilisation des subventions publiques reçues. En 1993, l'association est dissoute et ses archives versées aux Archives départementales de l'Aube (se reporter au versement 1217W)

Présentation du service versant

Après dissolution du C.A.P., le Conseil général s'implique à nouveau directement dans le développement économique du territoire : la Direction des Affaires Economiques et Européennes (D.A.E.E.), créée en 1991, reprend en 1993 l'ensemble des dossiers alors gérés par le C.A.P.

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

Ce versement est intéressant pour l'histoire locale car il apporte un éclairage sur l'action d'une association, soutenue par les pouvoirs publics, œuvrant dans le domaine économique.

Tris et éliminations pratiqués

Les critères de tri ont été appliqués en s'inspirant des circulaires suivantes :

- Circulaire AD 94-10 du 7 octobre 1994 concernant le tri et la conservation des archives des établissements publics de santé : documents produits après 1968 et concernant le patrimoine foncier, immobilier et mobilier des établissements.
- Circulaire AD 93-1 du 11 août 1993. Instruction pour le tri et la conservation, aux archives communales, des documents postérieurs à 1982 produits par les services et établissements publics des communes.
- Circulaire AD 95-1 du 27 janvier 1995. Tri et conservation des dossiers de personnel des services déconcentrés de l'Etat et des collectivités territoriales.

Accroissements et entrées possibles

Ce fonds ne peut être considéré comme exhaustif. Il est à compléter par le versement 1217W, émanant également du Centre Aube Promotion

De plus, de nombreux dossiers complémentaires peuvent se trouver encore au sein des différentes structures publiques ayant participé au fonctionnement du Centre Aube Promotion.

En août 2004, à la faveur d'un archivage ayant eu lieu dans les bureaux du Cabinet du Président du Conseil général, le directeur du service des affaires économiques et européennes a fourni un bordereau de versement permettant de compléter et préciser certains articles de ce versement et du versement 1217W.

Les cotes concernées sont :

- 1293W 23 à 25 : dossiers de personnel
- 1293W 29 : registres de paie

- 1293W 30 à 34 : cotisations salariales
- 1293W 48 et 50 : finances du C.A.P.
- 1293W 54 : aide aux entreprises en difficulté



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

La loi Archives n° 79-18 fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Précisions sur la communicabilité de ce versement

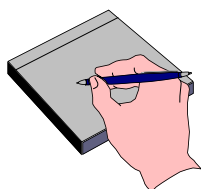
La plupart des documents sont immédiatement communicables. Cependant, certains dossiers sont soumis à un délai plus long :

- cinquante ans pour les dossiers de personnel
- cinquante ans à compter de la date de l'acte pour les documents contenant des informations mettant en cause la vie privée (exemple des cotisations salariales)
- cinquante ans à compter de la date de l'acte pour les documents contenant des informations mettant en cause le secret commercial et industriel (exemple des subventions données à des entreprises)



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-21	Fonctionnement du Comité d'Action Promotionnelle	1973-1994
22-35	Personnel du Comité d'Action Promotionnelle	1974-2002
36-51	Finances du Comité d'Action Promotionnelle	1974-1998
52-71	Activités et missions du Comité d'Action Promotionnelle	1975-1997



Annexes

Liste des sigles

U.R.S.S.A.F. : Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales

CO.G.E.FI. : Conseils de Gestion Economique et Financière d'entreprise

1293 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communiquabilité
1-21	Fonctionnement du Comité d'Action Promotionnelle	1973- 2002	
1	Conseil d'administration, composition : liste des membres, note, organigramme (1991, 1995).- Constitution : statuts, règlement intérieur, correspondance (1988).- Enregistrement au répertoire national des entreprises : certificat d'identification (1994-1997)	1988-1997	Immédiate
2	Conseil d'administration, Bureau, récapitulatif des réunions : agenda	1974-1992	Immédiate
3 - 12	Conseil d'administration, réunions : correspondance, comptes rendus de réunions, dossiers préparatoires, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général	1973 - 1994	Immédiate
3	1973 - 1979		
4	1981-1983		
5	1984-1985		
6	1987-1988		
7	1989		
8	1990		
9	1991		
10	1992		
11	1993		
12	1994		
13 - 17	Bureau, réunions : dossiers préparatoires ; comptes rendus de réunions ; correspondance	1984 - 1994	Immédiate
13	1984		
14	1988-1989		
15	1990		
16	1991		
17	1992 – 1994		
18	Bâtiments, aménagement des locaux : plans	1983-1988	Immédiate
19	Informatisation, fonctionnement du service, réorganisation : correspondance	1988-1991	Immédiate
20	Rapports annuels d'activité	1975-1992	Immédiate

1293W	Descriptif	Dates extrêmes	Communiquabilité
21	Relations de travail avec des organismes extérieurs.- Cabinet conseil COGEFI : note (1974), programme économique pluri-annuel, études, bilan des dossiers en cours ¹ , comptes rendus de réunions, correspondance, (1975-1976). Consultant : études, contrat de travail, correspondance, (1989 – 1991). Adhésion et associés : compte rendu de réunion (1990). Chambre de Commerce et d'Industrie, répartition des rôles : comptes rendus de réunion, note, synthèse, correspondance (1992) ; reprise des missions cédées par le CAP : correspondance, presse (1993)	1974-1993	2044
22-34	Personnel du Comité d'Action Promotionnelle ²	1975-2002	
22	Recrutement, projet, entretiens : curriculum vitae, lettre de motivation ; correspondance	1981-1991	2042
23-25	Dossiers de personnel : curriculum vitae, lettre de motivation, contrat de travail ; formation : attestation de stage ; procédure de licenciement : certificat de travail, correspondance ; salaires : bulletins		
23	Dossiers de B à L	1975-1993	2044
24	Dossiers de M à R	1976-1993	2044
25	Dossiers de S à W	1976-2002	2053
26	Personnel intérimaire : contrats	1980-1992	2043
27	Personnel, formation continue : correspondance	1990-1992	2043 ³
28	Personnel, licenciement, reclassement : correspondance	1993	2044
29	Registre unique du personnel : registre ⁴ (1993) ; journal de paie : bulletins (1980, 1996), registres de paie (1980-1993)	1980, 1996	2047
30-34	Cotisations salariales		
30	Données annuelles des salaires, déclarations annuelles des données salariales : bordereaux récapitulatifs (1974, 1997). Taxes sur les salaires : bordereaux (1979, 1995). Statistiques : récapitulatif (1988)	1974-1997	2048
31	Retraite complémentaire des agents non titulaires ⁵ : bordereaux récapitulatifs (1974-1996) ; reconstitution de cotisations : correspondance (2001-2002) ⁶	1974-2002	2053

¹ Dans les bilans de dossiers, les entreprises en difficultés sont étudiées.

² La communicabilité des dossiers de personnel est portée à 50 ans

³ par souci du droit au respect de la vie privée, ces documents (1293W27 et 28) ont une communicabilité portée à 50 ans après la date du dernier document

⁴ Le registre du personnel est communicable immédiatement

⁵ Il s'agit des cotisations IRCANTEC

⁶ L'association étant dissoute en 1993, la reconstitution a été effectuée par le « successeur » du CAP : la Direction des Affaires Economiques et Européennes, service du Conseil général

1293W	Descriptif	Dates extrêmes	Communnicabilité
32	Chômage ⁷ : bordereaux de déclaration annuelle des cotisations	1977-1995	2046
33	Retraite ⁸ : bordereaux de déclaration des salaires, certificat d'inscription, calcul des cotisations, correspondance	1978-1993	2044
34	URSSAF : bordereaux récapitulatifs des cotisations, liste des salariés, correspondance	1974-1997	2048
35	Elections prud'homales, inscription : déclaration nominative des salariés	1982-1987	2038
36-52	Finances du Comité d'Action Promotionnelle	1974-1998	Immédiate
36-48	Comptabilité : compte de l'exercice, budget, prévisions budgétaires, grand livre, balance, tableaux, comptes rendus de réunion, notes, situations de trésorerie, bilans, rapport du commissaire aux comptes, correspondance	1974-1993	
36	1974-1980		
37	1980-1982		
38	1983		
39	1984		
40	1985		
41	1986		
42	1987		
43	1988		
44	1989		
45	1990		
46	1991		
47	1992		
48	1993-1995		
49	Rapport général du commissaire aux comptes	1994	
50	Relevés de comptes, relevés de titres, livrets postaux	1989-1998	
51	Contrôle de la Chambre régionale des Comptes : correspondance, observations, extrait du registre des délibérations du Conseil général	1991-1994	
52	Subventions de fonctionnement : décision de versement, extrait du registre des délibérations du Conseil général, rapport du président du Conseil général, correspondance	1973-1993	

⁷ Il s'agit des cotisations Assedic

⁸ Il s'agit des cotisations versées à la Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance des Cadres, à l'Union des régimes de retraites (URPIMMEC)

1293W	Descriptif	Dates extrêmes	Communicabilité
52-71	Activités et missions du Comité d'Action Promotionnelle	1975-1997	
53	Etude sur la situation économique du département Développement économique du département de l'Aube et de l'agglomération troyenne : étude (1975) ; diagnostic des centres secondaires : étude (1975) ; équipements collectifs : étude (1975) ; implantation des activités tertiaires : procès-verbal de réunion (1976) ; promotion des industries agro-alimentaires : dossier technique, procès-verbal de réunion (1976) ; verger des pommes du Pays d'Othe : étude, correspondance, compte rendu de réunion (1987) ; valorisation agricole des rejets thermiques de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine : étude (1987) ; orientations économiques : rapport du président du Conseil général, extrait du registre des délibérations du Conseil général, projet de protocole d'accord entre le CAP et la Chambre des professions libérales de l'Aube : correspondance (1988-1989) ; universités troyennes : presse, correspondance (1990)	1975-1990	Immédiate
54-55 54	Aides aux entreprises en difficulté Politique d'aide à l'emploi et de la promotion du département, rôle du CAP : études (1975-1982) ; aide aux entreprises : bilan ⁹ , correspondance (1975-1977) ; financement, projet : études ¹⁰ (1982) ; fonds d'intervention économique départementale (FIED) : correspondance (1994)	1975-1997 1975-1994	Immédiate
55	Attributions de subventions, dossiers individuels par entreprises ¹¹ : convention, avenant à la convention, liste de salariés, correspondance (1990- 1997) ; récapitulatif des dossiers traités : tableaux, échéancier, registre (1990-1995) ; transfert de créances entre le CAP et le Département de l'Aube : correspondance, tableaux (1997)	1990- 1997	2048

⁹ Le bilan porte sur la Manufacture Auboise de Bonneterie

¹⁰ L'étude porte sur les problèmes de financement des entreprises et la possibilité de création d'un outil financier: « Infi-Aube »

¹¹ Dont les entreprises : Boiseries de Champagne ; Brodart ; Brylors Champagne Energie Bois ; Cidelcem ; Commune de Pouy-sur-Vannes ; Cosup ; V.G.A. ; Dirlaouen ; Endiverie J.P. ARNOULT ; Euro Fenêtre ; Eurogames ; Huguier ; La Perla ; Mac Gregor ; Portec ; S.A. Appetifrais ; S.A.R.L. Soffap ; S.A.R.L. Val Légumes ; Serres du Mériot ; Société I.V.B. Champagne ; Société Logistique Aixoise ; Société Mécanique de Bernon ; Société Technoplast ; Sodimédical ; Testard ; Timbo ; Trans Inter Pick Up ; Vachette

1293W	Descriptif	Dates extrêmes	Communicabilité
56-65	Extension et implantation d'entreprises nouvelles	1975-1993	
56-57	Contacts avec des entrepreneurs potentiels	1975-1993	
56	Contacts : correspondance (1975) ; fiches nominatives (1989, 1993)	1975-1993	2044
57	Opération « Points chances » : bilan de l'opération	1987, 1992	Immédiate
58-62	Implantations d'entreprises dans le département	1983-1991	
58	Création : statistiques, étude, récapitulatif	1983, 1986	Immédiate
59	Projets ¹² : compte rendu de réunions, correspondance, presse	1989-1991	2042
60	Résultats et perspectives : rapport de synthèse	1988	Immédiate
61	Résultats, remerciements : correspondance	1975, 1983	Immédiate
62	Résultats : revue de presse	1990, 1992	Immédiate
63-65	Implantations des magasins d'usines	1988-1997	
63	Commission de travail : comptes rendus de réunion, études, correspondance (1988-1991) ; recensement de l'existant : bilan, plan, correspondance (1989) ; clientèle : étude (1988) ; charte de déontologie, difficultés de mise en place : étude, correspondance (1990)	1988-1991	Immédiate
64	Marques Avenue Maison, ouverture : correspondance, presse	1996	Immédiate
65	Impact : projet d'étude, études, presse, correspondance	1989, 1997	Immédiate
66-71	Promotion du département de l'Aube	1974-1993	
66	Etude de projets, artisanat d'art : compte rendu de réunion	1989	Immédiate
67	Participation à des foires, des manifestations : bilans	1974, 1993	Immédiate
68	Participation à des manifestations sportives, Marathon des Sables : diapositives (68, couleur)	1988	Immédiate
69	Prospection en Italie : bilan, correspondance	1990-1991	Immédiate
70	Promotion publicitaire du département, montage d'un film : scénario, correspondance, plaquette publicitaire, enquête	1985	Immédiate
71	Campagnes publicitaires, programme d'actions, recommandations de marketing : études, plaquettes publicitaires, correspondance	1987-1989	Immédiate

¹² Dont les entreprises Delta Vidéo, Orgaferd, Autopole